



Déclaration FSU du Haut Rhin

Rentrée 2019 : L'école en manque de postes

Madame l'inspectrice d'Académie du département du Haut Rhin

Pour le gouvernement, la revalorisation des salaires des enseignants relève de l'aide aux plus pauvres. Alors que nos professions subissent depuis les années 80 une chute de leur pouvoir d'achat, le gouvernement refuse aujourd'hui encore d'ouvrir des négociations salariales dans la Fonction publique. Pour la FSU, ce refus est inadmissible. Tout comme il est inadmissible de faire peser sur le pouvoir d'achat et les conditions de travail de plus de 5,5 millions d'agents, l'incapacité du gouvernement à mener une véritable réforme fiscale qui permettrait d'abonder les recettes de l'État et ce faisant, de financer l'augmentation des rémunérations des agents et d'assurer une meilleure qualité des services publics. Le ministre des comptes et de l'action publique préfère vanter l'accès à la prime d'activité pour les stagiaires à compter du 1er janvier 2019. Faut-il rappeler qu'en 1980, nos collègues débutaient avec un traitement équivalent à deux fois le SMIC contre 1,25 actuellement ? Le déclasserement salarial de nos professions recrutées à Bac +5 devrait interroger le gouvernement sur la crise de recrutement qui affecte notre profession.

La répartition par académie des postes créés pour la rentrée 2019 a été dévoilé par le ministère de l'Éducation Nationale en décembre, avec zéro moyens supplémentaires pour treize académies. Ainsi dans de très nombreux départements les dotations sont négatives et les cartes scolaires s'annoncent redoutables.

Celle par département a ensuite été communiquée mi-janvier par le Rectorat avec +19 pour le Haut-Rhin pour une prévision des effectifs légèrement en baisse. Doit-on pour autant s'estimer satisfaits ? Pas selon nous !

Au niveau national, les 2 325 postes distribués ne permettront pas de remplir les objectifs de dédoublement en REP et REP+ qui en concerneraient 4 000, ni ceux d'instruction obligatoire dès 3 ans qui en nécessiteraient 1 000. Les moyens alloués au département suffisent à peine à couvrir le plan 100% réussite et cela s'accompagne encore cette année par la disparition

quasi-totale du dispositif plus de maîtres que de classe sans évaluation officielle de son intérêt contrairement aux engagements institutionnels.

Impossible donc d'abaisser les effectifs dans toutes les classes avec cette dotation. Car si le taux d'encadrement baisse, ce n'est qu'un effet mécanique en lien avec les classes dédoublées. Impossible également de couvrir tous les besoins en termes de remplacement, de RASED, de formation continue...

La rentrée 2019 ne devrait donc voir aucune amélioration globale des conditions d'exercice des enseignants ni des conditions d'apprentissages des élèves dans les écoles. De surcroît, la réduction du nombre de stagiaires, conséquence d'une politique de suppression d'emplois dans l'ensemble de la fonction publique est un mauvais signal envoyé alors que le métier souffre déjà de difficultés à être attractif. C'est une manière d'entériner le recours aux contractuels alors que l'exigence du métier suppose des personnels formés.

La question des moyens, si elle n'est pas la seule réponse, reste incontournable pour améliorer significativement la réussite de tous les élèves. Cette dotation montre que le gouvernement, au-delà des discours convenus, n'a pas la volonté de déclencher le véritable saut qualitatif dont notre école à besoin.

En mettant en œuvre le dédoublement des CP et CE1 en REP+, notre ministre reconnaît implicitement que la baisse des effectifs par classe est indispensable pour assurer la réussite des élèves. De tous les élèves, y compris ceux de collèges et de lycée.

Or, c'est tout l'inverse qui se profile pour les collèges du Haut-Rhin à la rentrée 2019 : plus d'élèves et moins de moyens. Avec une baisse significative du h/e de 1,31 à 1,30 (1,2 sans les Segpa) alors même que 163 élèves supplémentaires feront leur rentrée, la plupart des classes seront « pleines comme un œuf ». Les suppressions de postes s'ajoutent aux 1000 suppressions des dix dernières années dans notre académie et ne font qu'aggraver une situation déjà très critique : sur le terrain, cela se traduira par des postes non pourvus, des professeurs non remplacés et un recours accru aux contractuels. Le retour d'une 2^{ème} heure supplémentaire exigible ne palliera pas le manque d'enseignants : nos collègues n'ont pas besoin de travailler plus ; comme nos élèves, ils ont besoin de travailler mieux.

En lycée, cette baisse des moyens se fait opportunément à la faveur des réformes du lycée et du baccalauréat : 77 % des lycées subissent une baisse de leur dotation ! Nous dénonçons la philosophie élitiste et inégalitaire que véhiculent ces réformes et continuons d'en demander l'abrogation.

C'est toute l'éducation qui doit être prioritaire : les moyens alloués au second degré pour la rentrée 2019 ne sont pas suffisants pour offrir à tous les élèves et les enseignants de meilleures conditions d'apprentissage et de travail.

Revoir cette politique budgétaire et éducative, combattre les inégalités scolaires, c'est ce que la FSU continuera à revendiquer, aux côtés des enseignants, notamment dans les mobilisations à venir lors des opérations de carte scolaire.